**L'intervention en Libye critiquée sur le fond et sur la forme**

Fallait-il intervenir[[1]](#footnote-1) militairement en Libye dans le cadre d'un mandat[[2]](#footnote-2) international ? En France, l'intervention de la coalition[[3]](#footnote-3) fait l'objet d'une sorte d'« union sacrée ». Mais, depuis quelques jours, des critiques commencent à faire entendre leur voix. Revue d'arguments.

**L'opération n'a pas été assez préparée.** Avant même que les avions français n'aient décollé, l'Allemagne expliquait qu'à ses yeux, une solution militaire « est risquée et dangereuse » et que « les conséquences peuvent être imprévisibles ». C'est sensiblement le même argument qu'avaient fait valoir certains des cinq pays qui se sont abstenus lors du vote à l'ONU (Venezuela, Russie, Chine, Allemagne et Inde).

Au sein même des Etats qui ont défendu cette intervention, le consensus[[4]](#footnote-4) devient plus fragile à mesure que l'opération militaire dure. En France, où le débat parlementaire a eu lieu trois jours après le premier tir de missile[[5]](#footnote-5), une très grande majorité de la classe politique a défendu la décision du gouvernement. Tout en mettant en garde contre le « retournement des opinions arabes » et l'hypothèse d' « une forme d'enlisement[[6]](#footnote-6) du conflit », le patron des députés socialistes, Jean-Marc Ayrault, a préféré critiquer le ministre de l'intérieur, Claude Guéant, qui avait parlé de « croisade ». Seul le Parti communiste a refusé « de mêler [ses] voix à l'unanimisme béat et aveugle qui rassemble autour du président Sarkozy et l'entrée en guerre de la France ».

Aux Etats-Unis, Barack Obama doit se justifier devant l'opposition républicaine, qui dénonce une guerre dont les parlementaires n'ont pas pu débattre, mais aussi face à l'aile gauche du Parti démocrate, qui rejette une nouvelle intervention militaire contre un pays musulman après les invasions d'Afghanistan et d'Irak. Sont notamment remis en cause le coût de cette guerre, la nature du commandement militaire, géré dans un premier temps par Washington, et l'absence de toute stratégie de sortie, ainsi qu'un manque de clarté et de communication de la part de M. Obama.

**L'intervention déborde du cadre de la résolution[[7]](#footnote-7) 1973.** C'est le reproche qui est fait par de nombreux pays qui ont, dans un premier temps, accepté cette intervention. Le fait que la résolution adoptée au Conseil de sécurité de l'ONU soit floue quant à l'utilisation de la force par la communauté internationale a entretenu une certaine confusion, y compris au sein de la coalition. Ainsi la Ligue arabe, qui dans un premier temps a approuvé le recours à la force lors du sommet diplomatique à Paris, le 19 mars, a très vite critiqué les bombardements. « Ce qui s'est passé en Libye diffère du but qui est d'imposer une zone d'exclusion aérienne, et ce que nous voulons c'est la protection des civils et pas le bombardement d'autres civils », a expliqué son secrétaire général, Amr Moussa. Un éditorial[[8]](#footnote-8) du Monde se fait l'écho de ces préoccupations d'interprétation, estimant que face aux « doutes et critiques [qui] se font déjà entendre [...] le mandat international doit être respecté à la lettre, sans extravagances verbales ni appels guerriers au renversement de régime ».

**La coalition agit pour les mauvaises raisons.** C'est l'argument employé par l'ex-président de Médecins sans frontières, Rony Brauman. Sur France Inter, il a dénoncé la volonté de vouloir « installer la démocratie et un Etat de droit avec des bombardiers. [...] A chaque fois qu'on a essayé de le faire, non seulement on a échoué, mais le remède que l'on prétendait apporter a été pire que le mal. Des interventions destinées à prévenir des massacres, j'en ai vu d'autres, elles ont gelé la situation, et les massacres qui se sont produits ultérieurement ont été pires. »

Un argument qui est quelque peu relativisé par une chronique[[9]](#footnote-9) d'Alain Frachon dans Le Monde. « En 1991, les Etats-Unis ont protégé le Kurdistan d'Irak des divisions de Saddam Hussein. A l'abri de cette zone de protection aérienne, les deux grands partis kurdes d'Irak ont d'abord commencé par régler des comptes à la kalachnikov et au lance-roquettes. Puis ils ont scellé un accord politique, organisé des élections, et, année après année, cher Rony Brauman, ils ont fait de cette région la plus sûre, la plus démocratique et la plus prospère d'Irak. Cela a pris du temps. »

Plus virulent, le directeur de la rédaction de Mediapart, Edwy Plenel, met directement en cause Nicolas Sarkozy, qui aurait fait de cette « manœuvre guerrière » un « calcul politicien[[10]](#footnote-10) ». « On nous opposera, bien sûr, la fin justifiée qui en relativiserait les moyens : abattre un dictateur[[11]](#footnote-11), venir au secours d'insurrections[[12]](#footnote-12) populaires, protéger des populations civiles... Or, ce n'est ici que l'habillage de circonstance d'une guerre inventée pour oublier et pour persister : faire oublier la compromission, persister dans la domination », écrit-il. Il en veut pour preuve que les convictions de M. Sarkozy vis-à-vis du régime de Mouammar Kadhafi ont radicalement changé en quelques années, comme son attitude envers les révoltes arabes s'est métamorphosée en quelques semaines. « Après un silence aussi dédaigneux qu'embarrassé, sa première réaction face aux soulèvements démocratiques qui firent tomber ses deux amis Ben Ali et Moubarak, piliers officiels de son Union pour la Méditerranée, fut de crainte et de peur », rappelle Edwy Plenel.

**La Libye, mais pourquoi pas un autre pays ?** Pourquoi intervenir militairement en Libye pour sauver un peuple menacé de mort, mais rester sans rien faire quand des situations similaires se déroulent dans d'autres pays ? Ainsi Jean-Christophe Ruffin, ancien ambassadeur à Dakar et ex-président d'Action contre la faim, s'interroge dans une tribune au Monde : « Nous menons une guerre humanitaire. Nous attaquons un régime en vertu de la conception que nous nous faisons de la dignité[[13]](#footnote-13) humaine. Bravo. Mais ce principe est-il applicable partout ? Doit-il fonder notre politique étrangère et guider toutes nos décisions ? Devons-nous nous préparer à agir demain en Syrie, au Yémen, en Algérie ? », pointe-t-il, avant de s'étonner que le « fameux 'droit d'ingérence' [...] triomphe paradoxalement à l'heure où son concepteur [Bernard Kouchner] a quitté le ministère des affaires étrangères... ».

**Luc Vinogradoff** Extrait de LEMONDE.FR | 25.03.11 | 19h56 • Mis à jour le 25.03.11 | 20h29.

1. Intervenir : v., prendre part à quelque chose, intercéder. [↑](#footnote-ref-1)
2. Mandat : n. m., acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose en son nom. [↑](#footnote-ref-2)
3. Coalition : n. f., union en vue d’un objectif commun. [↑](#footnote-ref-3)
4. Consensus : n. m., accord, harmonie. [↑](#footnote-ref-4)
5. Missile : n. m., arme téléguidée. [↑](#footnote-ref-5)
6. Enliser (s’) : v., s’enfoncer dans. [↑](#footnote-ref-6)
7. Résolution : n. f., décision. [↑](#footnote-ref-7)
8. Editiorial : n. m., voir le glossaire de presse (« édito »). [↑](#footnote-ref-8)
9. Chronique : n. f., article régulier de journal sur un sujet particulier. [↑](#footnote-ref-9)
10. Politicien : adj., relatif à la politique. [↑](#footnote-ref-10)
11. Dictature : n. f., régime politique dans lequel le pouvoir est détenu par une personne (dictateur) ou par un groupe de personnes qui l'exercent sans contrôle, de façon autoritaire. [↑](#footnote-ref-11)
12. Insurrection : n. f., soulèvement contre le pouvoir établi pour le renverser. [↑](#footnote-ref-12)
13. Dignité : n. f., respect que mérite quelqu'un ou quelque chose. [↑](#footnote-ref-13)